

SCIENCES POLITIQUES

« Déconstruire un certain nombre d'idées reçues sur l'Ukraine »

Alexandra Goujon, politiste, maître de conférences à l'université de Bourgogne depuis 2005, et enseignante à Sciences Po Dijon, vient de sortir un livre sur l'Ukraine (1).

Pourquoi avez-vous choisi de vous pencher sur l'Ukraine dans votre dernier livre ?

« Je suis spécialiste de l'Ukraine depuis très longtemps. En 2001, j'ai fait ma thèse de sciences politiques sur l'Ukraine et la Biélorussie ; je l'avais soutenue à Sciences Po Paris. Je vais en Ukraine depuis 1996. En partie à partir de ma thèse, en 2009, j'ai écrit un ouvrage, *Révolutions politiques et identitaires en Ukraine et Biélorussie (1988-2008)*, aux éditions Belin. *L'Ukraine : de l'indépendance à la guerre* est le premier livre que j'écris uniquement sur l'Ukraine et il est davantage grand public que les précédents. »

Qu'est-ce qui vous intéresse le plus dans ce pays ?

« J'ai commencé à travailler sur la Biélorussie et l'Ukraine dans les années 1990, à un moment où une grande partie des spécialistes, qui travaillaient sur l'ex-Union soviétique, le faisaient davantage sur la Russie ou sur le Caucase. La Biélorussie et l'Ukraine étaient, à l'époque, peu étudiées, voire considérées comme très exotiques. De mon côté, je me suis intéressée à des pays moins connus, qui sont devenus, après l'élargissement de l'Union européenne de 2004, des pays du voisinage de l'UE. Ce qui me plaît aussi, c'est de les regarder de l'intérieur, pas simplement dans leurs aspects géopolitiques, qui sont incontournables (avec notamment la prétention russe à influencer l'Ukraine), de montrer toutes leurs facettes, comme l'histoire, et de déconstruire un certain nombre d'idées reçues. »



Alexandra Goujon a sorti un livre sur l'Ukraine. Photo LBP/E. BUONCRISTIANI

« Que le conflit en Ukraine est une guerre civile, que l'Ukraine est un pays corrompu (même si l'on déconstruit, il y a tout de même une réalité), que c'est le pays des Cosaques, que Kiev, la capitale, est la mère des villes russes, etc. Les idées reçues sont un peu des prétextes pour parler de choses qui ne sont pas forcément connues. »

Quelles idées reçues ?

« Lorsqu'il y a eu, notamment, la révolution orange, en 2004, puis en 2013-2014, Maïdan, ce que l'on a

appelé la "révolution de la Dignité", je me suis rendu compte que beaucoup d'experts parlaient de l'Ukraine sans y être allés. Donc, pour moi, l'objectif de cet ouvrage est aussi de partager avec le grand public une connaissance que j'ai accumulée depuis toutes ses années (2), de proposer un éclairage de l'intérieur. »

Comment se passe le travail une fois dans le pays ?

« Je suis politiste. Pendant mes études, j'ai appris le russe. Et je sais lire et écouter l'ukrainien. Je n'ai pas besoin d'interprète, je fais tout seule lors de séjours de plusieurs jours, semaines ou mois : je vais en Ukraine, je rencontre, je fais de l'observation participante. Je l'ai fait pendant la révolution. Je le fais lorsque j'assiste à des conseils municipaux, à des réunions de personnes qui réfléchissent à des expositions sur la guerre, etc. Je mène des entretiens, assez longs (deux heures), avec des personnes que j'ai identifiées au préalable. Ces personnes-ressources, peuvent elles-mêmes me permettre d'aller de contact en contact. »

Vous dites que l'Ukraine est une terre de contrastes mal connue. Quelles sont ses principales caractéristiques ?

« Il est compliqué de généraliser sur les caractéristiques. L'idée, à travers l'ouvrage, est de montrer que

ce pays est aussi complexe que n'importe quel État. En revanche, sa spécificité, c'est son indépendance depuis 1991. Avant, il a appartenu à l'Union soviétique, à l'Empire russe, il a été longtemps divisé, etc. Contrairement aux États occidentaux, il y a une construction nationale, à la fois ancienne et récente. L'Ukraine s'est trouvée confrontée à cette indépendance. C'est-à-dire à des défis multiples : sortir d'un régime communiste, transformer l'économie, le politique et, en même temps, construire un État-nation. Ce qui m'intéresse dans ce pays, c'est toute la complexité des enjeux qui s'y déroulent. Évidemment, 2014 a créé un choc, du jour au lendemain, je me suis retrouvée face à un pays en guerre. Ainsi, dès 2015, j'ai essayé de la comprendre. Aussi, les révolutions (orange, de la Dignité), montrent que c'est un pays qui bouge, où les citoyens s'investissent. C'est fascinant. Il y a cette volonté de le défendre et de faire en sorte d'en améliorer la situation, économique, social ou politique. »

Propos recueillis par Vincent LINDENEHER

(1) *L'Ukraine : de l'indépendance à la guerre*, d'Alexandra Goujon, aux éditions Le Cavalier Bleu, 176 pages, 20 €. Paru le 18 novembre 2021. (2) À Sciences Po, elle propose un cours sur l'Ukraine depuis six ans.

SAÔNE-ET-LOIRE

RCEA : la Saône-et-Loire et la Région remettent 12 millions d'euros

Après le temps du bras de fer, le conseil départemental et le conseil régional se sont finalement mis d'accord sur les modalités de financement du surcoût des travaux de mise à deux fois deux voies de la RCEA : ils déboursent chacun 6 millions d'euros.

Lorsqu'il y a quelques semaines, l'État a fait savoir qu'il manquait 81 millions d'euros pour boucler le chantier de mise à deux fois deux voies de la RCEA, on a dégusté de la soupe à la grimace du côté des collectivités locales. L'État voulait en effet bien rajouter 61 millions d'euros au pot, mais réclamait au Département et à la Région de sortir à nouveau le chéquier et de payer chacun 12 millions de rab'. 1,8 million d'euros avait également été demandé à la Communauté urbaine Creusot-Montceau (CUCM).

Mais les trois collectivités avaient refusé en bloc la rallonge réclamée par l'État. Toutes estimaient avoir déjà réalisé de très gros efforts financiers pour sécuriser la « route de la mort ». Toutes rappelaient aussi que le devis de départ n'était pas respecté. En 2018, la Région et le Département s'étaient en effet engagés pour payer 58 millions chacun (la CUCM 10 millions).

6 millions d'euros pour les matières premières

« Pour nous tous, c'était une signature définitive », a rappelé André Accary, président du conseil départemental de Saône-et-Loire, au préfet Julien Charles qu'il recevait dans l'hémicycle ce vendredi matin.

Mais tout le monde a finalement accepté de mettre de l'eau dans son vin. Un accord a été scellé ce jeudi. « Nous attendons d'une minute à l'autre le courrier officiel du Premier ministre », indiquait André Accary ce vendredi matin (la missive signée de la main de Jean Castex est effectivement arrivée un peu plus tard dans la journée).

Le Département et la Région ont accepté la nouvelle offre de l'État : payer chacun 6 millions de plus (et non 12). « Nous sommes tombés d'accord pour financer la



André Accary, président du conseil départemental de Saône-et-Loire, et le préfet Julien Charles ce vendredi à Mâcon. Photo JSL/Benoit MONTAGGIONI

hausse de tarif des matières premières. Mais les travaux supplémentaires restent à la charge de l'État », a souligné André Accary en rappelant qu'il avait fallu passer par « 6 à 7 propositions » pour trouver un deal acceptable : « Au

début, on nous demandait 17,5 millions d'euros. » Ce sera donc finalement 6. La Région payera autant et l'État amènera 69 millions d'euros. Du côté des services de l'État en Bourgogne Franche-Comté, on précise qu'il

s'agit bien d'un engagement de Jean Castex lui-même qui avait été interpellé par les élus lors de sa dernière visite en Saône-et-Loire. « Je me réjouis de cet aboutissement », a d'ailleurs ajouté à la main le chef du gouvernement sur la lettre adressée à André Accary et Marie-Guite Dufay.

Inauguration toujours prévue fin 2023

Mais le président du conseil départemental de Saône-et-Loire a également prévenu : « C'est un accord définitif, notre dernière participation. On ne nous la referra pas ! »

André Accary s'est toutefois félicité que, malgré ce dépassement du devis initial, le calendrier ne soit pas modifié. La fin de la sécurisation de la RCEA en Saône-et-Loire est toujours annoncée pour fin 2023 : « C'est une nouvelle importante pour le territoire, la sécurité et le développement économique. »

Dans l'Allier, qui a choisi la privatisation de la route pour payer les travaux de mise à deux fois deux voies, on annonce la fin du chantier de l'A79 pour octobre 2022.

Benoit MONTAGGIONI